

En ligne à l'adresse <http://www.lcp.fr/emissions/les-questions-au-gouvernement/vod/141840-seance-du-mercredi-28-novembre-2012> à partir de 28'08".

Marc Le Fur

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le premier ministre, cette question s'adresse à vous.

Notre pays connaît la crise. Nos compatriotes souffrent. Vous êtes obligés vous-même de le reconnaître.

Est-ce bien le moment d'imposer par la force une loi dite « du mariage pour tous », une loi du mariage homosexuel dont nos compatriotes ne veulent pas.

Le président de la République lui-même est dans l'embarras sur cette question.

Est-ce bien le moment ?

Le 17 novembre dernier, des milliers de nos compatriotes étaient dans la rue pour dire leur opposition paisiblement, calmement, mais fermement.

Le 13 janvier prochain, ils seront à nouveau dans la rue, et je serai avec d'autres à leurs côtés.

Est-ce bien le moment ?

Le président Jacob vous a demandé une commission spéciale pour que dans cette instance nous puissions examiner cette question. Vous l'avez refusé. Vous avez préféré la commission des lois où vous tenez tous les dispositifs. Le président de la République n'a pas encore donné réponse à nos collègues bretons, à nos collègues ??? qui ont demandé, ils sont plus de deux cents, qui ont demandé à le voir sur cette question.

Tout cela exige un débat, un vrai débat, serein mais déterminé, le débat de la famille, parce que c'est cela qui est en jeu, oui mes chers collègues, c'est bien la famille qui est en jeu. Il faut que nous sachions le dire fermement. Le but de la loi c'est de protéger l'enfant, de protéger la filiation, de protéger la transmission.

Est-ce bien le moment, alors que notre pays est confronté à de multiples difficultés, de remettre cela en cause ?

Est-ce bien le moment, sur l'action d'activistes, de refuser un tel débat ?

Est-ce bien le moment de dire que l'enfant est pour certains simplement un produit de consommation, un droit, ce n'est pas ça la famille, ce n'est pas ça que nous voulons.

Le président :

La parole est à Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée chargée de la famille, que l'on écoute en silence.

Dominique Bertinotti :

Monsieur le président, monsieur le député, je vois qu'il y a effectivement un travail de pédagogie qui est à faire. J'aimerais simplement rappeler que ces propos, qui ne vous honorent pas, je tiens à le dire, sont vraiment des propos qui rappellent ce que, les propos que vous indiquiez au

moment du PACS, où effectivement au moment du PACS vous annoncez la fin du monde, et la fin du monde n'a pas eu lieu. Mais c'est effectivement la fin d'un monde où il y a un modèle unique de famille, et je vous appelle au respect de nos concitoyens, de la diversité de la façon dont ils décident de faire famille et de leur accorder un principe fondamental de la République qui est l'égalité.

Alors oui, on peut avoir deux visions de la famille. Une famille qui exclut comme vous le faites, ou une famille qui inclut, une vision généreuse ou une vision restrictive.

Pensez-vous un seul instant que l'éducation d'un enfant ne se résume qu'à une filiation biologique ? L'éducation pour nous d'un enfant c'est bien au-delà, c'est l'éducation affective, c'est la capacité à offrir les conditions du bien-être, de la santé, et je tiens à dire qu'il est profondément choquant que vous mettiez au nom du droit de l'enfant sur le banc de côté les 30000 à 300000 enfants qui vivent aujourd'hui dans les familles homoparentales et qui n'aspirent qu'à avoir un véritable statut juridique car cette loi est une loi d'égalité, et de protection juridique des enfants.